

ROCHEFORT-SUR-NENON

Une journée de lutte sociale dans le bassin dolois

Ce mardi 14 décembre a été émaillé par plusieurs mouvements de grève. Une douzaine de chauffeurs de bus du Grand Dole ainsi que plusieurs employés de l'entrepôt Colruyt à Rochefort-sur-Nenon ont décidé de ne pas travailler pour demander, entre autres, une revalorisation salariale.

« Ils préfèrent investir dans les gens ! », s'insurge un employé de la base logistique Colruyt située à Rochefort-sur-Nenon. Une quinzaine de salariés de l'entreprise belge se sont réunis ce mardi aux alentours de 3 h 30 du matin devant les grilles pour manifester leur mécontentement. En cause : au cours des négociations salariales de novembre signé par l'UNSA, syndicat majoritaire, la direction de Colruyt a décidé de « jeter des miettes au sol » en termes d'augmentation, selon Lilian Blanchin, délégué du syndicat Force Ouvrière (FO). « Leur fin de mois c'est le sept, il n'arrive pas à boucler leur salaire. L'augmentation qu'ils ont eue correspond seulement à la revalorisation du Smic de 2,2 %. » D'après le syndicaliste, cer-



Présents dès les premières heures de la journée, une quinzaine d'employés de l'entrepôt Colruyt ont fait grève pour demander une augmentation de leur salaire. Photo Progrès/Édouard LANTENOIS

tains devront faire un choix entre remplir le frigo et se chauffer cet hiver. « Cela fait dix ans que je suis préparateur de commandes ici. À peu de chose près, j'ai le même salaire qu'à mon arrivée, déplore un quadragénaire qui a souhaité rester anonyme. C'est un travail dur physiquement et mora-

lement : il y a une pression assez forte sur les rendements. »

Une quinzaine de démissions en deux mois

Plus d'une quinzaine de personnes de la base logistique (sur environ 250) ont démis-

sionné en deux mois. Une vague de départs qui n'inquiète pas Nathalie Berland, directrice des ressources humaines de Colruyt France, dont le siège est juste en face de l'entrepôt de Rochefort-sur-Nenon. « Nous n'avons pas identifié de pic de démissions inquiétant. Entre les gens qui partent

et les fins de contrats, on essaie de faire en sorte que les gens se sentent bien dans l'entreprise. Nous faisons des enquêtes sur la qualité de vie au travail qui vise à comprendre pourquoi les gens partent. »

Concernant les salaires, la direction rappelle que les négociations annuelles obligatoires qui comprennent les salaires ont conduit à un accord significatif signé avec le syndicat majoritaire en début novembre. « Malgré les efforts conséquents faits cette année par la direction, un syndicat minoritaire a fait cet appel à la grève. Nous sommes à 3 % d'augmentation des salaires pour tous les membres de l'entreprise. C'est déjà beaucoup », estime la directrice des ressources humaines.

La direction aurait un programme de négociations : les délégués syndicaux seront invités à échanger sur ce sujet et beaucoup d'autres début janvier. Lilian Blanchin, délégué du syndicat FO, est sceptique : « La direction est bloquée, elle ne veut pas avancer d'un iota en cette fin d'année sur ce sujet et promet quelque chose en 2022. On verra... »

Édouard LANTENOIS

Les conducteurs de bus inquiets face à l'avenir

Ce mardi 14 décembre, onze chauffeurs du réseau de bus du Grand Dole (TGD) étaient également en grève. Ils répondaient à l'appel national lancé par le syndicat FO pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de travail et demander une revalorisation salariale. Les grévistes ont distribué des tracts, s'arrêtant en bus à l'arrêt des Epenottes, au théâtre, à l'hôtel de ville ou encore à la gare. La circulation, perturbée pendant toute la journée, devrait revenir à la normale dès ce mercredi. « L'ensemble des lignes et services seront assurés », a annoncé le réseau de transports, mardi en fin d'après-midi, sur sa page Facebook.



Présents dès les premières heures de la journée, une quinzaine d'employés de l'entrepôt Colruyt ont fait grève pour demander une augmentation de leur salaire. Photo Progrès/Édouard LANTENOIS

EN BREF



Marc Mignot et Jean-Pierre Santa Cruz au début des années 1990. Archives Le Progrès

DOLE
Décès de Marc Mignot, ex-suppléant de Santa Cruz
Marc Mignot est décédé le 11 décembre à l'âge de 90 ans. Militant socialiste, conseiller général de Montbarrey de 1973 à 1985, Marc Mignot avait éga-

lement été le suppléant du député Jean-Pierre Santa Cruz, lequel fut également maire de Dole. Marc Mignot fut brièvement secrétaire par intérim de la section doloise du PS en 2002, avant de se retirer de la politique. La cérémonie civile se déroulera jeudi 16 décembre à 9 heures au crématorium de Dole.

DOLE Le conseil municipal se réunit mercredi soir

Le conseil municipal se réunit ce mercredi 15 décembre à 18 h 30 à l'hôtel de ville, salle Edgar Faure. Trente-six dossiers sont à l'ordre du jour, dont le budget primitif 2022 de la ville et la fixation des taux de la fiscalité locale pour 2022. Quant au Grand Dole, il se réunira en conseil communautaire jeudi 16 décembre à 18 h 30 à la salle Gérard-Philippe de Ta-

vaux. Le budget primitif 2022 et la fiscalité sont également à l'ordre du jour. Ces réunions sont publiques, dans le respect des règles sanitaires en cours.

DOLE Un marché de Noël solidaire au profit de la Palestine au temple

La période de l'Avent est aussi synonyme de partage et de solidarité. C'est donc dans l'espoir d'un calme retrouvé pour le peuple de Palestine que les bénévoles du réseau pour la paix au Proche Orient ont invité, durant tout ce samedi 11 décembre, les passants à venir découvrir un marché de Noël solidaire. Situé rue des Arènes, l'ancien temple de l'église reformée de France, historiquement présente au Proche Orient en tant que mécène, a donc abrité cette vente recevant un certain succès. « Ça



Les bénévoles présents ne cachent pas leur inquiétude sur la situation en Palestine. Photo Progrès/Enzo SAAD

bouge bien, on a du monde depuis ce matin, les gens achètent et les échanges sont très constructifs », indique Chantal Leculier, organisatrice en coordination avec l'enseigne artisans du monde situé rue Pasteur, partenaire de l'initiative. « Les gens achètent pour faire plaisir à leurs proches et si on peut faire prendre conscience du problème, alors la mission est remplie », déclare Bertrand Jaquet, membre de l'association. C'est donc toute la riches-

se de l'artisanat du peuple palestinien, objets en bois, savons et alimentation, qui ont été proposés à la vente, l'ensemble des fonds récoltés partira directement aux populations sur place. Cela fait plus de 20 ans que le collectif se bat. « Être un peuple sur une terre c'est être reconnu en tant que tel », déclarent non sans inquiétude les membres du collectif, espérant une prise de conscience de la communauté internationale sur le sort de cette région du monde.